

Lettre envoyée par courriel.

Ottawa, le 17 février 2026

Le très honorable Mark Carney, C.P., député

Premier ministre du Canada
Cabinet du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa, ON K1A 0A2

L'honorable François-Philippe Champagne, C.P., député

Ministre des Finances et du Revenu national
Ministère des Finances Canada
90, rue Elgin
Ottawa, ON K1A 0G5

Objet : Préoccupations sur l'efficacité de l'Initiative régionale de réponse tarifaire (IRRT)

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est un organisme sans but lucratif et non partisan qui représente les intérêts de plus de 100 000 petites et moyennes entreprises (PME) partout au Canada. **Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous faire part de nos préoccupations au sujet de l'efficacité de l'Initiative régionale de réponse tarifaire (IRRT) pour soutenir les PME touchées par les tarifs douaniers.**

Les PME sont le moteur de l'économie canadienne, générant la moitié du PIB du pays et employant près des deux tiers des travailleurs du secteur privé. Pourtant, nombreuses sont celles qui subissent les répercussions des différends commerciaux actuels, ce qui les place dans une situation de plus en plus fragile. En raison de la guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis, les PME font face à une hausse du coût des intrants, à une baisse des profits et des revenus et à des perturbations persistantes de la chaîne d'approvisionnement. Malheureusement, les mesures de soutien fédérales actuelles demeurent largement inaccessibles aux PME touchées par les tarifs douaniers, leur offrant peu d'aide concrète ou immédiate.

L'IRRT n'aide pas les PME

L'IRRT, annoncée le 5 septembre 2025, prévoit un financement d'un milliard de dollars sur trois ans destiné aux PME. Ce montant sera distribué par l'intermédiaire des agences de développement régional (ADR) du Canada. La FCEI est extrêmement préoccupée par cette approche. Nos membres ont eu beaucoup de

difficultés à traiter avec les ADR, notamment durant la pandémie. C'est pourquoi nous nous inquiétons de la complexité du processus de demande, de la paperasse excessive, des critères d'admissibilité variables d'une région à l'autre et des longs délais potentiels pour verser les fonds aux entreprises.

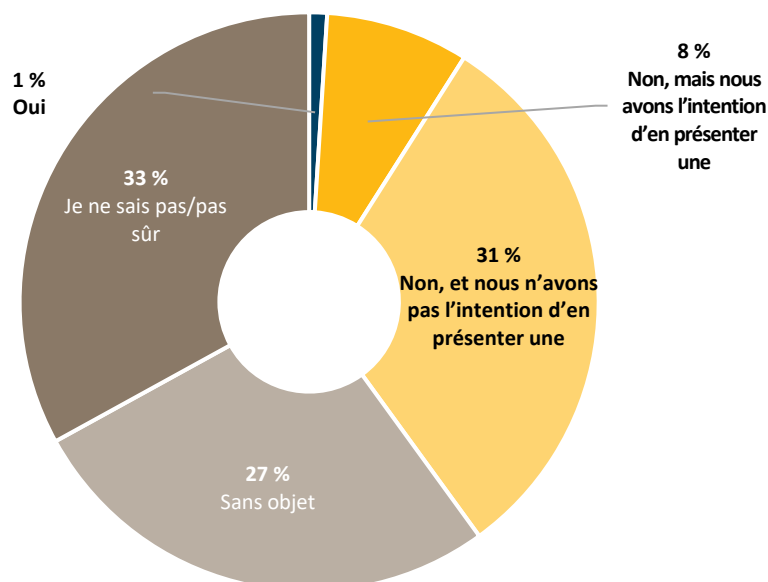
De plus, notre analyse des critères d'admissibilité révèle que beaucoup de PME touchées par les tarifs douaniers ne sont pas admissibles à l'IRRT. En Colombie-Britannique, les entreprises doivent compter au moins 10 employés à temps plein pour être admissibles, tandis qu'au Québec, la période de financement est maintenant terminée et l'aide se limitait aux entreprises manufacturières ayant un revenu annuel d'au moins 2 millions de dollars. Le gouvernement n'aurait pas dû exiger que les PME préparent des propositions de projets pour accéder au financement. Plutôt que de les forcer à rivaliser pour obtenir du financement dans le cadre de nouvelles initiatives, il devrait leur accorder une aide directe pour compenser les coûts des tarifs douaniers canadiens et américains.

Nous sommes également préoccupés par le fait que la responsabilité des ADR soit répartie entre plusieurs portefeuilles ministériels, sans qu'aucun ministère ou organisme n'en soit clairement responsable. Cette situation soulève des enjeux de surveillance et de transparence, d'autant plus que les ADR gèrent des sommes considérables provenant des contribuables. Comme la responsabilité est partagée entre plusieurs portefeuilles, il est difficile de déterminer qui est ultimement chargé de s'assurer que les fonds sont bien distribués, surveillés rigoureusement et versés aux bénéficiaires visés. On ne sait donc pas si le financement des ADR se rend réellement aux petites entreprises ni s'il permet d'atteindre les objectifs annoncés. Sans une surveillance rigoureuse du gouvernement fédéral, les PME risquent d'être traitées de façon inégale d'une province ou d'une région à l'autre. Si les agences régionales sont bien placées pour comprendre les besoins locaux, les programmes nationaux doivent néanmoins être administrés de manière équitable et uniforme. L'accès au financement ne devrait pas dépendre de l'emplacement géographique des PME, surtout lorsque les programmes visent à répondre à une priorité nationale commune.

L'IRRT : peu connue et peu utilisée

Les données d'un récent sondage de la FCEI révèlent que très peu de PME connaissent l'IRRT. Plus des trois quarts (78 %) des répondants ont indiqué qu'ils n'en avaient jamais entendu parler. Lorsqu'on leur a présenté l'initiative et qu'on leur a demandé s'ils comptaient présenter une demande de financement, seulement 1 % des répondants ont indiqué l'avoir déjà fait, tandis que 8 % ont dit avoir l'intention de le faire. Près du tiers (31 %) des répondants ont affirmé qu'ils n'avaient pas l'intention de présenter une demande, et plus du quart (27 %) ont indiqué que le programme ne s'appliquait pas à eux, soit parce qu'ils ne sont pas affectés par les tarifs ou ne sont pas admissibles. Une part importante des répondants ont indiqué qu'ils ne savaient pas s'ils allaient présenter une demande.

Figure 1

Avez-vous présenté une demande dans le cadre de l'IRRT?

Source : FCEI, sondage *Votre Voix*, du 4 au 31 décembre 2025, résultats finaux, n = 1 663.

Alors que plus de la moitié des PME canadiennes font du commerce avec les États-Unis, nos données révèlent que 72 % des PME ont été négativement touchées par l'environnement commercial entre le Canada et les États-Unis¹. Les impacts touchent justement celles qui sont souvent exclues des programmes comme l'IRRT. Les PME signalent une hausse de leurs dépenses (63 %), une baisse de leurs profits (53 %) et de leurs revenus (48 %), des perturbations de la chaîne d'approvisionnement (43 %) et une suspension de leurs investissements (34 %), ce qui souligne l'écart entre la conception du programme et la réalité des PME². Vous trouverez en annexe les commentaires de propriétaires de PME sur l'IRRT.

Fonds provenant des contre-tarifs

Selon le Budget fédéral 2025, les contre-tarifs imposés par le Canada en réponse aux tarifs américains ont généré 6,7 G\$ de revenus bruts. De ce montant, 3,0 G\$ ont été remis afin d'atténuer l'impact des contre-tarifs sur l'économie canadienne, ce qui porte les revenus nets à 3,7 G\$³. Cependant, nous ne savons toujours pas si le montant de 1 G\$ annoncé pour l'IRRT provient directement des revenus des contre-tarifs ou s'il découle d'une réaffectation d'enveloppes budgétaires existantes. Comme le programme ne figure pas comme initiative distincte dans le projet de loi C-15, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 novembre 2025*, nous avons besoins de clarifications sur la manière dont le financement de l'IRRT est autorisé et suivi. Quoi qu'il en soit, les revenus restants devraient être retournés aux PME aussi rapidement et efficacement que possible par un mécanisme qui n'est pas administré par les ADR.

¹ FCEI, sondage *Votre Voix*, du 5 au 29 décembre 2024, résultats finaux, n = 1 887; FCEI, sondage *Les perspectives de votre entreprise*, du 1^{er} au 7 octobre 2025, résultats finaux, n = 596.

² FCEI, *Guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis : ce que nous ont dit les PME canadiennes*, septembre 2025, En ligne : <https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/lp/us-tariffs/ce-que-nous-ont-dit-pme-fr.pdf>

³ Ministère des Finances Canada, Budget fédéral 2025. Novembre 2025. En ligne : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/anx1-fr.html>

Actuellement, de nombreuses PME se sentent oubliées par Ottawa. Avec le Budget 2025, les propriétaires de PME espéraient une baisse significative des coûts d'exploitation et des mesures visant à améliorer la compétitivité fiscale du Canada afin de relancer l'économie. Mais même si les PME voient tous leurs coûts augmenter, beaucoup sont exclues des annonces de financement et des investissements majeurs du gouvernement fédéral. Ces mesures profitent rarement aux créateurs d'emplois qui stimulent les économies locales et qui ont déjà réalisé d'importants investissements malgré l'incertitude économique actuelle.

Par conséquent, le gouvernement fédéral doit s'assurer que les revenus générés par les contre-tarifs sont remis aux PME touchées, directement ou indirectement, par les perturbations commerciales. De fait, 82 % des PME estiment que ces revenus devraient être rapidement restitués à ces entreprises⁴. La FCEI a proposé des moyens de restituer cet argent plus rapidement et plus efficacement :

1. Mettre en œuvre un programme de remise pour les PME touchées par les tarifs.

- L'IRRT propose un financement axé sur les projets, dont les critères d'admissibilité varient d'une agence à l'autre. De nombreuses PME, comme celles du secteur du commerce de détail ou du commerce de gros, ne seront peut-être jamais en mesure de soumettre une demande, même si elles ont été fortement touchées par les contre-tarifs. Un programme de remise (semblable à celui de la remise sur la taxe carbone) qui redistribuerait aux PME une portion significative des revenus tirés des contre-tarifs constituerait un soutien indispensable aux PME touchées par la guerre commerciale. Comme les PME représentent environ 50 % du PIB canadien, il serait raisonnable de leur redonner au moins la moitié des sommes perçues pour les soutenir. Cet argent pourrait être distribué au moyen d'une formule simple, comme un montant fixe par employé. Le programme devrait inclure tous les secteurs touchés directement ou indirectement par les tarifs douaniers. Tout programme doit être simple et facilement accessible pour les PME.
- De plus, les remises et les remboursements offerts par les gouvernements ne devraient pas être considérés comme un revenu imposable par l'ARC (p. ex. remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises, Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario, Travail sécuritaire Nouveau-Brunswick). Le gouvernement fédéral doit s'assurer que toute remise ou tout remboursement accordé aux PME bénéficie d'une exemption d'impôt complète, afin que les entreprises puissent conserver l'intégralité de ces paiements forfaitaires essentiels.

2. Réduire le taux fédéral d'imposition des petites entreprises

- La réduction du taux fédéral d'imposition des petites entreprises contribuerait à atténuer certains des impacts des tarifs sur les PME. Elles auraient ainsi des liquidités supplémentaires à investir dans leurs activités et stimuleraient l'économie en cette période difficile. Nous suggérons de réduire le taux fédéral d'imposition des petites entreprises de 9 à 6 %.

3. Réduire les cotisations d'assurance-emploi (AE) pour les PME

- La réduction des cotisations d'AE aiderait les petits employeurs à garder leurs employés en cette période difficile, puisque certains employeurs envisagent des mises à pied pour compenser la hausse des coûts. Les cotisations d'AE diminuent de 2 cents par tranche de 100 \$ en 2026. Mais pour de nombreuses petites entreprises, cette mesure ne suffira pas. Il serait plus judicieux de réduire de façon marquée les cotisations d'AE des plus petits employeurs afin de les rapprocher de celles versées par les employés. Cela pourrait prendre la forme d'un crédit pour l'emploi visant les petites

⁴ FCEI, sondage *Impacts de la guerre commerciale Canada-États-Unis sur votre entreprise*, du 8 août au 2 septembre 2025, n = 2 593.

entreprises (semblable à celui offert en 2015 et 2016), ou encore d'un partage à 50-50 des cotisations d'AE entre employeurs et employés, comme c'est le cas pour le RPC/RRQ. Pour s'assurer que les changements apportés au régime d'AE qui élargissent l'accès ou augmentent les prestations pour les travailleurs touchés par les tarifs douaniers ne soient pas payés par les employés et les employeurs, le gouvernement fédéral devrait financer ces prestations supplémentaires à partir des recettes générales du gouvernement et des sommes perçues avec les tarifs plutôt qu'avec le compte d'assurance-emploi.

Bien qu'aucune solution ne soit parfaite, la conception actuelle du programme de l'IRRT par l'entremise des ADR n'est pas adaptée à la plupart des PME touchées par les tarifs douaniers. La FCEI est prête à collaborer avec votre cabinet et vos représentants pour aider à élaborer un mécanisme de soutien équitable, pratique et efficace pour les PME touchées.

Nous contactons également chaque ADR pour obtenir des données plus détaillées sur la participation au programme jusqu'à maintenant. Votre collaboration pour veiller à ce que les ADR transmettent ces renseignements serait la bienvenue. Merci de nous aider à obtenir un portrait complet et exact de la mise en œuvre du programme. Veuillez consulter la [lettre](#) qui a été envoyée à toutes les ADR.

Nous serions ravis d'approfondir le sujet et de répondre à vos questions. Vous pouvez nous joindre par courriel à l'adresse michelle.auger@cfib.ca. Nous avons hâte de recevoir votre réponse.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

Corinne Pohlmann

Vice-Présidente Exécutive,
Défense des intérêts

Jasmin Guénette

Vice-Président,
Affaires nationales

Michelle Auger

Directrice,
Échanges commerciaux et compétitivité
des marchés

Annexe : Commentaires de propriétaires de PME sur l'IRRT

Dans un récent sondage mené par la FCEI en décembre 2025, les propriétaires de PME ont été invités à partager leur point de vue sur l'IRRT, y compris les avantages, les défis ou des suggestions d'amélioration. Les commentaires sont présentés dans la langue dans laquelle ils ont été soumis.

Commentaires de propriétaires de PME sur l'IRRT	Province	Principaux secteurs d'activité
These incentives need to be temporary. Companies and markets need time to adjust, but that's it. If left in place long term, there are just more companies on the government payroll.	ON	Construction
This is the first time I've been made aware of it. We started our business last September so we will not qualify for any government support. There is ZERO support for businesses 1-3 year which is likely why no one else is to start a company in Canada anymore. The entry level is too high.	ON	Manufacturing
The criteria for eligibility are very tight and do not take into consideration the broader impacts on small businesses. This program also ignores contracts and/or trade that was cancelled because of the tariffs before revenue was generated, and the time and money invested until cancellation of contracts due to tariffs. This program aids larger, more profitable businesses.	ON	Personal, Misc. Services
It is a good program, but small businesses like ours with fewer than 15 employees are in the same category as businesses with 250 plus employees. The small businesses need more help to ride this storm and do not have deep pockets like the larger ones.	ON	Manufacturing
Implementing the RTRI can be challenging, particularly for smaller operations. The reporting requirements and compliance processes can be time-consuming, and some of the criteria feel difficult to apply to every business scenario, especially those with limited resources.	ON	Hospitality
It might help to offer more tailored guidance for small businesses, including practical examples and simplified reporting tools. Increased support or training resources could also make it easier for businesses to adopt the standards without creating an undue burden.		
As usual, the RTRI is for the business entity not for a Sole Proprietorship looking to build.		
This RTRI is for a self-sustaining enterprise paying its employees, owners, and not for profits also paying its board members. This does not fall into the hands of Proprietorships attempting to support their families while investing in local companies.	B.C.	Unclassified
To make the RTRI more effective, we would recommend simplifying the reporting requirements, reducing redundant documentation, and ensuring that support staff are readily available to provide clear, consistent answers. A more intuitive interface and faster turnaround times would also help small businesses fully benefit from the program.	ON	Construction
It's a short-term measure; not long term.	N.B.	Hospitality

Commentaires de propriétaires de PME sur l'IRRT	Province	Principaux secteurs d'activité
RTRI is only helping big industries. It requires upfront investment and then comes reimbursements. Small businesses cannot afford at this point any upfront investment even though part of it will be reimbursed. Currently it's a game of survival.	SK	Transportation
Better information sharing, prompting to take action.	PEI	Professional Services
Too much red tape, how to qualify, write ups.	ON	Manufacturing
Not truly applicable to us directly. Some of our materials that we purchase from suppliers are sourced in the US, but the tariff is paid by our supplier. However, we do incur a higher cost as it is passed on to us, but we do not pay the tariff directly.	ON	Retail
It should be made more available to smaller or growing industries.	ON	Enterprises & Admin. Mgmt.
Requires over 5 full-time employees and we do not qualify	ON	Enterprises & Admin. Mgmt.
The challenge is that most small businesses are still carrying heavy administrative loads, reporting layers, and fees that seem to be built for much larger companies with full compliance teams. The result is that good intentions don't always translate into real relief for small businesses.	ON	Construction
We do not qualify for the relief as we are a third party to the initial MBufacturers (aluminum cans). The producer can apply for this relief; however, the purchaser is not able to apply for this. The MBufacturer is also not passing on their relief savings.	ON	Manufacturing
The relief is limited to smaller businesses in the apparel/ Retail sector. As a distributor who imports from EU to Canada & US, there is not help in this multi-level business. We still employ a small team, and work with Canadian retailers but do not gain support unless we are producing in Canada which isn't always the most needed supply chain.	ON	Wholesale
It would be nice if this program was advertised better to businesses. The government has no issue notifying people in extra payroll expenses, so I don't understand why programs like this can be advertised through the same channels.	AB	Wholesale
With most government funding, it is misdirected. If the actual business that needs financial support receives it, that's progress. We must keep small businesses alive until alternative import and export deals are finalized.	ON	Personal, Misc. Services
Another government program will only result in higher taxes with little benefit. In my experience, government assistance programs usually provide the greatest benefit to the bureaucrats who are hired to administer the programs.	AB	Professional Services
I have not checked out the RTRI, I'm not sure what it is. I need to find out if we must pay it back. Usually, nothing from the government is free. Just more red tape and issues.	AB	Construction
From what I understand, the Steel and Automotive industries will benefit from this program.	ON	Construction
It is a good idea if eligibility is broad enough to help a wide variety of businesses.	B.C.	Wholesale
Only large companies will get funds. Small businesses do not have the time to deal with it. Small businesses are too busy working to take the time to jump through the red tape.	B.C.	Construction
It is very hard to quantify exact impacts on the goods we get from the U.S., as my goods are delivered by multinational companies	N.B.	Retail
In order to receive the interest-free loans we have to prove we already have access to the money that we are requesting the loan for.	B.C.	Personal, Misc. Services

Commentaires de propriétaires de PME sur l'IRRT	Province	Principaux secteurs d'activité
I would love to be able to benefit from the RTRI and its resources, but I have the perception that I'd be wasting time and energy researching its eligibility criteria. Being in the Hobby Retail industry, governmental programs are never designed or aligned with supporting businesses like mine.	N.B.	Retail
It is not clear if we are eligible to apply because we have another application still outstanding from Dec 2024.	ON	Manufacturing
The application process is quite arduous.		
Just more government bureaucracy and compliance with paperwork with little benefit.	B.C.	Professional Services
I would think this program is good for large businesses - but not small businesses.	B.C.	Retail
I don't really understand how it works and don't have time to figure it out. It would be great if these programs were set up for smaller businesses to easily access, rather than only being relevant for large businesses that have grant writers on staff.	B.C.	Manufacturing
More awareness of initiative and specifically who is eligible for benefit.	ON	Construction
It doesn't sound like this program has been well promoted at all or only targets a narrow sector of businesses. Maybe it's more retail based but doesn't help businesses that use imported goods to create final products?	AB	Construction
We are looking into it. We are hopefully eligible for some funding but have concerns that our industry (primarily hospitality) will qualify for funding.	MB	Enterprises & Admin. Mgmt.
Sounds like a ton of more paperwork that ends up not being worth the effort.	ON	Wholesale
The RTRI is a patchwork band-aid and not a solution. Our government relies too heavily on subsidies such as this to give businesses and taxpayers a sense of relief while they are doing nothing more than moving money around and increasing deficit.	MB	Construction
I don't see how this program is beneficial to smaller businesses and would likely be more for large corporations.	B.C.	Retail
Needs to be targeted and not a bonus.	AB	Professional Services
Likely will only really support large businesses.	AB	Retail
All government programs end up biting us in the end. There is no need for them. They should simply reduce taxes.	B.C.	Retail
More paperwork than it will be worth.	ON	Manufacturing
I'm too small to even be considered. No one cares about us little mom and pop shops anymore, it's all about the big corporations.	ON	Manufacturing
Government programs come out of my tax dollars. Getting that money only increases taxes I have to pay.	AB	Retail
More red tape. Targeted to larger businesses that could fund their own initiatives.	NFLD	Retail
This cannot be an ongoing hand out. It needs help with companies and employees quickly transition to other business opportunities	ON	Arts, Recreation & Information
Wondering if it is at all beneficial as we have tried applying for other benefits/grants like the Canada Summer Jobs wage subsidy. It takes quite a bit of effort and never results in anything other than "your business qualifies, but we ran out of funds", so we just stopped applying.	ON	Construction

Commentaires de propriétaires de PME sur l'IRRT	Province	Principaux secteurs d'activité
As long as coaching and guidance on how to be less reliant on the U.S. is the main goal of the program versus just giving out the money, it is a great idea.	ON	Retail
I don't have time to comply with more government red tape, I have to choose between creating value for customers or spending time extracting money from the government that ultimately ends up as inflation and higher taxes, making business harder.	B.C.	Manufacturing
Too much paperwork, too much red tape to qualify as we are a small business and don't have the resources for the effort required. We are just trying to stay afloat and that is more than a full-time job right now	ON	Construction
I am not familiar with the program, but if the government is offering relief, I am hesitant to believe it will not come with a cost later that has not been disclosed.	AB	Transportation
It's a very restrictive program. We are a small business, and the program has major focus on larger businesses. Again, small enterprises and small businesses seem to be left to fend for themselves. We are able to sell our products to other markets and the U.S. is our main market. Diversification to other markets is just not possible -RTRI should work to support smaller businesses and not just medium and larger businesses.	ON	Wholesale
Sounds great, but not sure it blankets the entire sector that experiences the trickle-down effect of tariffs.		
RTRI does not support my business. We are a corporation with an employee base of 2 people. The FedDev website indicates funding is only available for businesses with 5 or more full-time employees.	ON	Personal, Misc. Services
Counter or retaliatory tariffs hurt Canadians and Canadian business. Subsidies are not the answer.	ON	Natural Resources
The government's framework is not clear and creates misunderstandings. I'm not interested in wasting MY valuable time only to see incredible Mismanagement on the other side.	ON	Agriculture
The RTRI program was directly implemented to aid companies that are being affected by the ongoing trade war and as such, we have applied for the program. Unfortunately, this will only benefit companies that are approved and will not help the countless other companies that are not accepted.	B.C.	Manufacturing
After reviewing the qualifications, our business is too new not being in business for 3 years and is also too small, only having 4 employees, so we do not qualify.	B.C.	Retail
Would suggest including small businesses with fewer employees and newer businesses who face more urgent cash flow issues.		
I don't know anything about the program. suggest that the government does a better job promoting the program.	ON	Wholesale
It does not help us directly, and we wouldn't qualify anyway. It affects us indirectly as 90% of the work we do is based on using US Manufactured goods. In other words, if the price of parts, materials, etc. gets too high, our customers will stop or at least reduce their spending on our services due to those higher costs.	AB	Transportation
We're keeping track of our additional expenses due to tariffs, but the minimum qualifying amount is very high from what I remember.	ON	Professional Services

Commentaires de propriétaires de PME sur l'IRRT	Province	Principaux secteurs d'activité
The criteria to qualify for this program made it not applicable for our business. While we face massive losses in US trade, and we still have to purchase almost 30% of our products from the US, we are unable to qualify for this program.	ON	Manufacturing
I believe that Manufacturing companies would benefit from the RTRI at this time. In Manitoba the Manufacturing, exporting of farm equipment in particular.	MB	Professional Services
The added cost of tariffs on certain items we import is minimal and it'll take more resources to apply etc. than the impact created for my business	ON	Construction
The heart of the program is great. We assist businesses in connecting to this program. Giving real-time transparency to the program in these areas would be helpful: 1) The total amount of funding available; 2) the total subscription (how much of this has been allocated); 3) How many applicants there are; 4) What are the chances of an applicant being awarded funding.	ON	Professional Services
These funding programs work best when there is a defined understanding of who should and should not apply.		
It can be a lot of work for an organization, a long wait, and a no, when the funding program does not reveal the above program status information.		